

Un mois après Hiroshima : l'Indochine

Dépouillé par Hitler et l'Allemagne nazie des "meilleurs fruits" de sa pensée militaire, brouillon au possible dans les quelques combats qu'il a dirigés à la veille de la défaite de 1940, tenu à l'écart des débarquements alliés en Afrique du Nord (novembre 1942), puis sur les côtes normandes (juin 1944), pour des raisons de prudence élémentaire quand on connaît bien le personnage - et les Anglo-Saxons avaient appris à le connaître -, Charles de Gaulle n'aura enfin atteint une vraie dimension d'Ogre qu'à partir de septembre 1945, lorsqu'il enverra un corps expéditionnaire en Indochine.

Au bout de cette décision, dont personne aujourd'hui encore ne sait expliquer le sens qu'il conviendrait de lui donner, il y aurait, du seul côté français, 35 000 morts et 105 000 blessés, plus un cancer rongeur le cœur, les finances et les institutions du pays, plus la lourde succession née des lendemains du désastre de Diên Biên Phu en 1954 : la guerre du Vietnam, pitance empoisonnée des Américains avec, comme dessert, la défaite la plus pitoyable de leur histoire... Sans doute est-ce là que se vérifient les extraordinaires aptitudes visionnaires de notre grand homme...

Mais ce qui suit cette décision, prise au lendemain d'Hiroshima (6 août 1945), de Nagasaki (9 août) et de la capitulation (15 août) d'un Japon qu'on prétendait cependant aller combattre, est tout aussi pitoyable. Car, quatre mois plus tard (le 20 janvier 1946), de Gaulle démissionnait, ce qui ne l'empêcherait pas de téléguider, depuis Colombey-les-deux-églises, les activités massacrant de son cher amiral Thierry d'Argenlieu (6 000 morts, le 22 novembre 1946, dans la baie d'Haïphong). Comme on le voit, ce héros-là, de Gaulle, a tout ce qu'il faut pour plaire...

Eh bien, poursuivons ce chemin de croix par la prophétie faite en mai 1946 devant Pierre-Henri Teitgen : "Allons, ne voyez-vous pas que la troisième guerre mondiale est inévitable? Nous avons gagné les deux manches de la guerre de Trente Ans. La troisième manche verra l'affrontement de la Russie et de l'Occident. La rupture de la Conférence des Quatre se produira dans six mois ou dans un an. La vérité, nous ne pouvons pas la crier sur tous les toits, mais nous pouvons la dire entre nous. Le troisième round est fatal." Or, quatre mois plus tôt déjà, rédigeant sa lettre de démission de la présidence du Conseil, le 21 janvier 1946, et face à la réalité elle-même, l'observateur de Gaulle est tout aussi "lucide" : "Nos territoires sont entre nos mains. Nous avons repris pied en Indochine."

Et combien maître de lui-même n'est-il pas, le 10 décembre 1950, dans son discours de Lille : "Debout, face à la menace! Quand on voit celle-ci telle qu'elle est, massive et toute proche, quand on discerne que, sans doute, la guerre qui fait rage en Asie a comme premier objectif, pour ceux qui l'ont déclenchée, d'enlever à la sécurité de l'Europe le plus possible des forces occidentales, on comprend que rien n'est plus urgent que de pourvoir à notre défense." Car, entre-temps, les Américains se sont engagés dans la guerre de Corée, et notre chantre constate avec exaltation (du genre : "je vous l'avais bien dit") : "La guerre est commencée. Elle l'est sur le terrain, en Corée et en Indochine. Elle l'est, partout, dans les domaines politique, social et moral, où luttent des camps opposés."

Le 10 septembre 1951, à l'occasion du déjeuner de la Presse anglo-américaine, lui qui a su si bien échapper à ses propres responsabilités, il fait la leçon au "grand frère" américain : "Les faibles divisions alliées, stationnées en Allemagne, seront dans l'impossibilité d'arrêter pendant des mois les 175 divisions soviétiques. Alors, on se battra sur le Rhin, peut-être même sur la Loire, et ensuite sur les Pyrénées. On peut se demander si les Etats-Unis auront le temps d'envoyer le million d'hommes nécessaire pour barrer la route à la ruée soviétique, lorsque les troupes de Boulganine approcheront du Rhin." Ici, qu'importe la fameuse indépendance nationale : "Nous devons donc exiger des Américains la mise sur pied et l'envoi à temps des éléments nécessaires, la garantie d'un concours rapide et puissant. Les forces américaines doivent affluer massivement, le cas échéant, et surtout de puissants éléments doivent être mis en place dès maintenant, de ce côté-ci des mers, sur la ligne la plus avancée vers l'est - des éléments capables non seulement de résister, mais d'attaquer. Imaginez quel coup porterait au monde libre la chute de Paris et de Rome!" Voilà, en effet, que s'annonce l'apocalypse : "Les avant-gardes cosaques, figurez-vous, campent à 158 kilomètres du Rhin et, derrière ces avant-gardes, on découvre 30 000 chars, 20 000 avions et 175 divisions."

C'est bien le futur pourfendeur (en paroles, car la politique de la IVème République finissante avait déjà largement tracé la route en usant, elle, de discrétion) de la présence américaine en France qui appuiera la ratification du traité, qui met en place l'OTAN, par cette note : "Il faut absolument ratifier ce traité, mais il est indispensable d'obtenir des Américains l'engagement ferme et définitif qu'ils maintiendront leurs troupes et leurs bases en France. Les Américains sont toujours intervenus trop tard. Cette fois, il faut qu'ils se trouvent en mesure d'intervenir sur place, sans délai. C'est le seul moyen de nous sauver."

Pour trouver la morale gaullienne de l'affaire coréenne, il suffira d'attendre la fin des années 50 et l'expression de l'immense regret d'un de Gaulle qui, décidément, ne s'en remet pas : "L'Histoire, si tant est qu'il doive y avoir encore une Histoire, dira que le monde a perdu la partie le jour où Truman a empêché MacArthur d'écraser les Chinois, et éventuellement les Russes, avec la bombe atomique. Les Américains tenaient alors les moyens d'écraser leurs adversaires. Aujourd'hui, ils n'ont plus ces moyens. Truman a arrêté MacArthur, parce qu'il était un politicien et parce qu'il a eu peur des électeurs! Le grand débat de notre époque a eu lieu à ce moment-là."

Et le passage des années n'y changerait rien. À proximité de sa fin de carrière, voici de Gaulle tel qu'Henry Kissinger, accompagnateur du président Nixon à Paris en mars 1969, eut la surprise de le découvrir : "Avec témérité, car de Gaulle n'aimait guère discuter avec des conseillers - ou, en l'occurrence, en leur présence -, je demandai comment la France pensait empêcher l'Allemagne de dominer l'Europe qu'il venait de décrier. De Gaulle ne jugea pas que cette question méritait une réponse circonstanciée : "Par la guerre", répliqua-t-il sèchement - six ans seulement après avoir signé un traité d'amitié permanente avec Adenauer."

Une question reste posée : en a-t-il jamais eu la disposition, de sa bombinette?... Lui n'en doutait plus, dès 1969 : "Dans trois ans, quatre ans au plus, nous aurons ce qu'il faut pour détruire, dans la journée si nous le voulons, Leningrad, Moscou, Kiev ou Odessa. Cela, c'est une réalité." Et encore : "Dans sept à huit ans, nous posséderons de quoi anéantir 80 millions de Russes. Cela, c'est un fait!" Ce qui nous vaut ce commentaire de Jean-Raymond Tournoux, le journaliste qu'il aura le plus fréquenté : "Ces visions politiques et ces prévisions militaires ne laissent pas d'inquiéter des représentants du haut commandement français, ou bien des forces atlantiques. De Gaulle, à soixante-dix ans, ne devrait-il point s'astreindre à un recyclage? A-t-il encore l'œil stratégique? Maîtrise-t-il les problèmes de l'espace?"

Très inquiets, les experts s'efforcent d'initier l'ancien spécialiste des chars au b-a-ba des systèmes modernes : "C'est une question, non plus de minutes, non plus de secondes, mais de millisecondes. Il n'y a plus de défense aérienne du territoire à l'échelon national. Quinze minutes suffisent pour qu'une fusée intercontinentale, lancée par l'U.R.S.S., atteigne les Etats-Unis."

En face, comme le sous-entend Jean-Raymond Tournoux, il semble que la lumière soit demeurée définitivement éteinte.

Michel J. CUNY - 5 février 2008